

Après les déclarations du directeur stratégique du FN sur l'avortement, un « droit »...

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#), [En Une](#), [Points non négociables](#)

Date : 27 décembre 2013



Non, M. Philippot, défendre la vie n'est pas dépassé



Florian Philippot (à gauche) avec Marine Le Pen

Alors que le gouvernement espagnol vient d'adopter un avant-projet de loi visant à repénaliser l'avortement et à en finir avec sa reconnaissance comme « droit » par la loi, on ne compte plus à travers le monde occidental les dénonciations médiatiques et politiques de ce « retour en arrière »... vers un peu plus de respect pour la vie. Dénoncer l'avortement, ou même restreindre les cas où il est légal, est aujourd'hui dans l'Union européenne synonyme d'extrémisme, de refus de la démocratie et de la laïcité. A telle enseigne que même le vice-président du Front national, Florian Philippot, s'est bruyamment désolidarisé de toute approbation de la mesure espagnole. Et cela pose des questions politiques fondamentales.

Lundi matin, le président d'honneur du Front national a salué l'initiative du gouvernement de Mariano Rajoy d'abroger la loi de l'ère Zapatero faisant de l'avortement un droit des femmes jusqu'à 14 semaines de grossesse et le rendant possible sous conditions jusqu'à 22 semaines. L'avant-projet rétablit des conditions de danger pour la santé physique ou psychique de la mère, à vérifier par des médecins indépendants des cliniques d'avortement, ou de viol dénoncé dans les formes, élimine l'avortement pour malformation fœtale et institue une obligation d'information des mères relative aux risques liés à la procédure mais aussi aux aides qui peuvent leur être apportées. Le projet y ajoute une période de réflexion de sept jours avant que l'avortement puisse être exécuté.

« Le projet de loi espagnol sur l'avortement prouve que l'on peut agir en la matière avec mesure, intelligence et souci du respect de la vie », tweetait Jean-Marie Le Pen.

On pouvait s'interroger sur l'emploi du mot « mesure » : quelle est donc cette « mesure » qui permet malgré tout l'élimination des enfants à naître jusqu'à la 22^e semaine, fût-ce sous conditions et avec l'espoir de voir reculer, un peu ou beaucoup, le massacre des innocents ? On sait qu'en Grande-Bretagne, où l'avortement n'est pas permis pour des raisons sociales et seulement en cas de danger pour la santé mentale de la mère, 200 000 avortements ont lieu chaque année (depuis 1967, en Angleterre et au Pays de Galles, seules 143 interventions ont eu pour motif le danger pour la vie de la mère).

Mais le tweet de Le Pen, tout prudent qu'il était, avait du panache et sonnait comme un refus du politiquement correct. Et tout prudent qu'il était, il a été désavoué.

Mardi, veille de Noël, Florian Philippot a renvoyé le président d'honneur du FN dans ses buts d'un sec : « Oui, c'est son opinion. » Pour poursuivre aussitôt : « Mais je rappelle que la position du Front national n'est pas une restriction, il n'y a aucune restriction du droit à l'avortement dans le projet du Front national, aucune. »

N'y a-t-il donc pas au moins débat au sein de ce parti ? « Non, il n'y a pas de débat, nous considérons que ce n'est pas une préoccupation du tout des Français, que leurs préoccupations, ce sont le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité, les questions de réindustrialisation, l'Union européenne qui est aujourd'hui une vraie dictature parce qu'elle empêche les démocraties nationales, ça, ce sont les vrais sujets. Mais voilà, on discute du sexe des anges, c'est une vieille technique gouvernementale, mais je crois que les peuples ne sont

plus dupes », a déclaré le vice-président du Front national sur RTL.

A l'heure d'écrire, il n'y a eu aucune mise au point de la part des autres instances dirigeantes du parti, pour plusieurs raisons. Philippot est chargé de la stratégie et de la communication du FN, c'est donc lui qui donne la ligne et qui l'exprime. Par ailleurs, même si Marine Le Pen a fait par le passé des déclarations contre les « avortements de confort » et le remboursement de l'« IVG », elle n'a jamais fait mystère de son refus de revenir sur la loi Veil (aujourd'hui largement dépassée par des mesures encore plus favorables à l'avortement).

A l'époque de la « dédramatisation » du FN, qui a effectivement bien fonctionné et qui a rendu ce parti, financé comme les autres sur les fonds publics, omniprésent dans les médias, nous l'écrivions : accepter l'avortement était un « ticket d'entrée » dans le monde politique.

On savait cependant que des responsables du Front national continuaient d'afficher leur refus de l'avortement légal – ainsi Bruno Gollnisch participait-il aux Marches pour la vie à Paris, entouré d'élus et d'autres figures du parti.

Mais les déclarations de Florian Philippot balayaient – ou voudraient balayer – tout cela. Alors même que la loi proclamant solennellement que l'avortement est un droit – avec pour objectif et conséquence logique de bâillonner toute opposition, d'interdire tout acte visant à avertir les femmes de la vérité sur ce « choix » – n'est même pas encore devant l'Assemblée nationale, il le dit, lui.

L'avortement n'est-il donc pas un sujet ? L'immigration n'est-elle pas venue compenser, n'est-elle pas présentée comme la seule solution dans un pays où les enfants manquent par millions, sacrifiés sur l'autel infernal du refus de la vie ? Quelle sécurité espérer dans un pays qui sacralise l'égoïsme et le droit d'écraser autrui dans la plus grande violence de toutes, qui permet l'élimination du plus faible des êtres humains par sa mère elle-même ? Sa mère, qui est le plus souvent elle-même victime de ce geste que la société divinise, instrumentalisée au service d'un système qui recherche le mal et la mort ?

Quelle démocratie, quelle nation ? Une nation est le lieu qui voit chaque jour naître son avenir : aujourd'hui la France permet, encourage, rembourse le génocide de ses enfants. Ce n'est assurément pas le seul « sujet », mais il est au cœur de la crise dont nous savons qu'elle est morale bien avant d'être sociale.

Et parmi toutes les décisions malfaisantes, les décisions désespérantes qu'aligne le gouvernement socialiste – dans une belle continuité politique par rapport à d'autres formations politiques qui ont payé leur « ticket d'entrée » en sacrifiant à la culture de mort – celles qui portent sur les « sujets de société » sont tout sauf de l'« enfumage ». Elles relèvent d'un choix délibéré qui ancre encore plus profondément la France du côté de la Révolution. Elles délimitent le cadre dans lequel nous vivons, rendant impossible toute réforme de fond qui permette à la France de renouer avec son passé de nation civilisée.

Et aujourd'hui, miracle ! de plus en plus d'évêques en sont conscients et le disent, jusqu'à Mgr Pontier qui pour être président de la conférence épiscopale n'en est pas moins évêque, a

souligné dans son message de Noël que le projet de modification de la loi sur « l'IVG » incite quasiment les femmes « à ne se poser aucune question quant à l'élimination de l'être qu'elles portent en leur chair ».

Cette tragédie du génocide français crie vengeance, parce que l'homme ne définit pas sa propre mesure et qu'il n'est pas la fin de toutes choses, et qu'à l'imaginer, il se place dans une posture de révolte fondamentale dont le salaire est la destruction, la tyrannie et la mort.

Que faire lors des élections prochaines ? En tenir compte. Tous les candidats du FN n'ont pas payé leur « ticket d'entrée ». Pour les autres, se rappeler ce qui s'est fait en Espagne : le mouvement pro-vie a pesé en étant entier et net, en réclamant avec ténacité (et il continue) « l'avortement zéro ». Parce que la vie de la France comme nation en dépend aussi.

Article extrait du n° 8009 de [Présent](#), du Vendredi 27 décembre 2013

**• Voulez-vous être tenu au courant des informations originales paraissant sur ce blog ?
Abonnez-vous gratuitement à la lettre d'informations. Vous recevrez au maximum un courriel par jour.**[S'abonner](#)

© [leblogdejeannesmits](#)

[Réseau Riposte catholique](#)